



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Résumé analytique 1

Relations commerciales

Les tensions commerciales au cœur de la visite du vice-président chinois..... 2

Politique commerciale américaine

Renouvellement de la *Trade Promotion Authority* en 2012 ?..... 4

La Exim bank paralysée par les débats partisans au Congrès..... 5

Désordre dans le régime des droits compensateurs et antidumping américains..... 6

Études économiques et articles connexes..... 7

Résumé analytique : Le bureau du représentant au commerce américain (USTR) a dévoilé les principaux objectifs commerciaux de l'Administration Obama en 2012 qui se déclinent en deux grandes catégories, soit l'ouverture des marchés internationaux et l'imposition de conditions de saines concurrences.

Afin d'accroître les exportations, l'Administration espère conclure les négociations du Partenariat Transpacifique avant la fin de l'année. Cela l'obligera à obtenir du Congrès le renouvellement de la *Trade Promotion Authority*, échue depuis 2007, ce qui est loin d'être acquis. Elle aura encore besoin de l'aide du Congrès pour normaliser les relations commerciales avec la Russie si elle souhaite que les entreprises américaines puissent profiter des avantages que leur confère la récente accession de l'ancienne puissance au régime de l'OMC. Dans les deux cas, la coopération du Congrès est loin d'être assurée. L'USTR veillera à la mise en œuvre des trois accords de libre-échange ratifiés en 2011. L'accord avec la Corée du Sud doit entrer en vigueur le 15 mars prochain, mais aucune date n'est encore prévue pour l'entrée en vigueur officielle des accords avec Panama et la Colombie. Bien que l'Europe semble aspirer à s'engager dans des négociations sur un traité de libre-échange avec les États-Unis, ceux-ci hésitent à aller de l'avant avec un projet aussi ambitieux. Concernant le cycle de Doha à l'OMC, les États-Unis semblent pour l'instant vouloir se contenter d'un accord sectoriel sur les services.

L'Administration Obama a mis sur pied l'unité chargée d'enquêter sur les pratiques commerciales déloyales (*Trade Enforcement Unit*) promise lors du plus récent discours sur l'état de l'Union. Elle aura pour mission de coordonner les démarches légales du département du Commerce et de l'USTR à l'endroit des pays contrevenant à leurs obligations internationales en matière de commerce. La Chine est la première cible de l'Administration, qui dénonce de plus en plus ouvertement ses pratiques concurrentielles déloyales. Les États-Unis ne sont cependant pas sans fautes dans ce domaine. À preuve, ils abandonneront finalement la pratique controversée de la « remise à zéro » (*zeroing*) dans leurs calculs de marge de dumping après des années de différends sur la question.

Relations Commerciales

Les tensions commerciales au cœur de la visite du vice-président chinois

Les relations commerciales sino-américaines furent au cœur de la visite du vice-président chinois Xi Jinping aux États-Unis du 13 au 17 février dernier. Bien que quelques accords commerciaux mineurs aient été signés, les tensions commerciales restent palpables dans les discours des représentants politiques des deux premières économies mondiales.



Le président Obama a ouvertement soulevé les différends entre Pékin et Washington en matière de concurrence et fait mention des tensions générées par le déséquilibre commercial entre les deux États. Le déficit commercial des États-Unis avec la Chine s'est élevé à un nouveau montant record de 295,5 milliards de \$ ÉU en 2011, et ce malgré des exportations en hausse qui se sont élevées à 103,9 milliards de \$ ÉU. À l'approche des élections de novembre, la pression est forte sur le président Obama afin qu'il durcisse le ton face à la Chine, ses adversaires républicains l'accusant d'être trop conciliant. S'il est vrai que la liste des griefs américains à l'endroit des pratiques commerciales chinoises se fait longue (sous-évaluation du renminbi, subventions aux entreprises d'État, barrières réglementaires, etc.), les moyens de pression de la Maison-Blanche à l'endroit de son premier créancier paraissent limités malgré les nombreuses mesures dites de correction commerciale imposées par le département du Commerce.

« Nous voulons souligner que l'extraordinaire développement de la Chine au cours des deux dernières décennies, que la croissance de la puissance et de la prospérité entraînent aussi de nouvelles responsabilités. Ainsi, nous souhaitons travailler avec la Chine afin de nous assurer qu'en matière d'économie mondiale tous respectent les mêmes règles du jeu. Cela inclut non seulement une balance commerciale équilibrée entre les États-Unis et la Chine, mais aussi entre tous les pays du monde. »

– Barack Obama, rencontre entre le président Obama et le vice-président chinois Xi Jinping, 14 février 2012.

Devant la Chambre de commerce des États-Unis, le vice-président chinois a donné la réplique aux critiques américaines en rappelant à la fois les progrès et les griefs chinois vis-à-vis des États-Unis. Malgré l'important excédent de la balance commerciale chinoise avec les États-Unis, l'excédent commercial total chinois en 2011 s'est élevé à seulement 2 % du PIB, ce qui a fait dire à Xi Jinping que le fardeau de l'ajustement reposait d'abord sur les États-Unis. Quant aux accusations de manipulation du renminbi, il a fait remarquer que le renminbi s'était apprécié régulièrement face au dollar au cours des dernières années.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

« La Chine a répondu aux différents griefs américains concernant le déséquilibre commercial, les droits de propriété intellectuelle, les innovations indigènes et les politiques d'investissement et continuera de le faire. Nous espérons que les États-Unis adopteront la même approche positive et poseront des gestes crédibles afin de répondre aux griefs chinois en matière d'exportations de produits de haute technologie vers la Chine et d'accès au marché pour les entreprises chinoises qui souhaitent investir aux États-Unis. »

– Xi Jinping, discours du vice-président chinois Xi Jinping devant la Chambre de commerce des États-Unis, 14 février 2012.

La visite a néanmoins donné lieu à certaines ententes commerciales mineures. Les deux pays sont convenus d'entamer des négociations en vue d'un accord qui établira des normes communes en matière de financement des crédits à l'exportation d'ici à 2014. Les États-Unis se soumettent déjà à de telles règles, tout comme les autres pays membres de l'OCDE. La Chine, qui n'y est pas soumise, finance le crédit des entreprises d'État de manière généreuse afin d'accroître leur compétitivité sur les marchés internationaux. La Chine s'est aussi engagée à ouvrir son marché de l'assurance automobile et à assouplir ses règles relatives à l'importation de films étrangers. La démarche n'est pas présentée comme une résolution formelle du différend qui oppose les deux pays à l'OMC sur cette question, mais elle indique qu'un pas a été fait par la Chine pour se conformer à la décision de l'Organe d'appel de l'ORD. La Chine s'est aussi engagée à ne pas lier officiellement transferts technologiques et accès au marché.

Pour consulter la fiche d'information sur la relation économique sino-américaine publiée par la Maison-Blanche lors de la visite du vice-président Xi Jinping, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/02/14/joint-fact-sheet-strengthening-us-china-economic-relations>

Pour consulter la transcription de la rencontre entre le président Obama et le vice-président chinois Xi Jinping, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/02/14/remarks-president-obama-and-vice-president-xi-peoples-republic-china-bil>

Pour consulter les discours du vice-président Joe Biden et du vice-président chinois Xi Jinping devant la Chambre de commerce des États-Unis, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/02/14/remarks-vice-president-biden-and-chinese-vice-president-xi-us-and-china>

Sources : Geoff Dyer, « Obama Attacks Chinese Business Practices », *Financial Times*, 15 février 2012, en ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/923246d2-57fb-11e1-bf61-00144feabdc0.html#axzz1oDEWDD00> ; Chris Buckley et Doug Palmer, « China Leader-in-Waiting Xi Woos and Warns U.S. », *Reuters*, 15 février 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/02/15/us-usa-china-xi-idUSTRE81D1NB20120215> ; « U.S., China Agree To Seek International Pact On Export Finance By 2014 », *Inside U.S. Trade*, Vol. 30, no 7, 17 février 2012 ; William McQuillen et Alan Ohnsman, « U.S. Films Win China Access as Xi Wraps Up Tour With Vow to Boost Imports », *Bloomberg*, 18 février 2012, en ligne : <http://www.bloomberg.com/news/2012-02-17/dreamworks-to-own-45-stake-in-entertainment-venture-with-chinese-groups.html>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Politique commerciale américaine

Renouvellement de la Trade Promotion Authority en 2012 ?

Lors des audiences de la commission des Voies et Moyens sur la politique commerciale tenues le 29 février dernier, le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, a exprimé le souhait de l'Administration de conclure les négociations sur le Partenariat Transpacifique (TPP) avant la fin de l'année. La ratification de l'accord nécessitera cependant le renouvellement par le Congrès du *Trade Promotion Authority* (TPA), soit la procédure *fast-track*.

La procédure *fast-track* contraint le Congrès à adopter un accord commercial en moins de 90 jours après le dépôt du projet de loi, par un simple vote, sans pouvoir y apporter d'amendements.¹ Le TPA est échue depuis 2007 et ne couvre pas les négociations sur le TPP. De surcroît, comme celui-ci doit préciser les grandes orientations en matière de commerce et de négociation commerciale, cela en fait une législation controversée, notamment dans les rangs démocrates.

« Alors que la fin des négociations approche et que nous nous engageons avec de nouveaux partenaires, l'Administration Obama explore la possibilité de renouveler le Trade Promotion Authority nécessaire à la conclusion du Partenariat Transpacifique et au développement de futurs accords commerciaux. »

– Ron Kirk, audience devant le comité des Voies et Moyens, 29 février 2012.

Les républicains, qui sont généralement partisans du libre-échange, appuient le renouvellement du TPA. À l'inverse, l'appui des démocrates est partagé. De nombreux élus s'inquiètent des répercussions néfastes sur l'emploi qu'ont pu avoir les accords de libre-échange signés par les États-Unis depuis l'ALENA.

Le renouvellement du TPA avant la fin de l'année paraît très ambitieux. 18 mois de délibérations ont été nécessaires à l'adoption de la loi en 2002. En cette année d'élection, il est fort probable que les discussions sur son renouvellement soient reportées à 2013. Avec l'arrivée éventuelle du Japon, du Mexique et du Canada aux tables de négociation du TPP et toutes les difficultés inhérentes aux dernières phases de négociations, annoncer la fin des négociations en 2012 semble peu réaliste. Il est plus probable que la Maison-Blanche attende le résultat des élections présidentielles de novembre pour avancer dans ces deux dossiers difficiles. Bien que le président Obama se présente comme le défenseur d'une ouverture équilibrée des marchés internationaux, le libre-échange n'est pas un cheval de bataille très populaire auprès de l'électorat démocrate.

Pour consulter l'intervention de Ron Kirk lors de son audience sur la politique commerciale de l'Administration Obama en 2012 qui a eu lieu devant le comité des Voies et Moyens le 29 février dernier, voir : <http://www.ustr.gov/about-us/congressional-affairs/congressional-hearings-and-testimony/2012/february/testimony-us-trade>

Pour consulter la réponse du président du comité des Voies et Moyens, Dave Camp (R-MI), voir : <http://waysandmeans.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=282417>

¹ Pour plus de détails sur la *Trade Promotion Authority*, consulter le cahier de recherche de Christian Deblock sur le sujet : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=3603



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Pour consulter la réponse du leader démocrate au comité des Voies et Moyens, Sander Levin (D-MI), voir :
<http://democrats.waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=12050>

Sources : « Administration Signals Willingness to Explore Fast-Track for TPP this Year », *Inside U.S. Trade*, vol.30, no 9, 2 mars 2012 ; Doug Palmer, « White House wants trade promotion authority: Kirk », *Reuters*, 29 février 2012, en ligne :
<http://www.reuters.com/article/2012/02/29/us-usa-trade-kirk-idUSTRE81S1FF20120229>

La Exim bank paralysée par les débats partisans au Congrès

L'*Export-Import Bank* (Exim bank), spécialisée dans le financement des exportations des entreprises américaines, pourrait voir ses activités paralysées sous peu à moins que les élus au Congrès ne dénouent l'impasse qui règne quant au renouvellement de sa charte. L'affaire peut paraître loufoque, mais un petit groupe d'ultraconservateurs au sein du parti républicain associé à l'intervention du transporteur aérien Delta ont réussi à mettre en péril l'institution.

La Exim bank est la principale source de financement garanti par l'État pour les grandes entreprises exportatrices américaines. C'est une banque indépendante politiquement de Washington et autosuffisante financièrement, mais sa charte doit être renouvelée par le Congrès tous les cinq ans. Sa charte, qui arrivait à échéance en octobre dernier, n'a été renouvelée que temporairement, et ce jusqu'en juin 2012 avec un plafond de prêts de 100 milliards de \$ ÉU. Même si cette extension lui permet d'opérer jusqu'à l'été, ses fonds sont déjà épuisés et elle ne sera plus en mesure de garantir de nouveaux prêts dès les premières semaines de mars.

Un petit groupe d'ultraconservateurs, le *Club for Growth*, associé à la mouvance du *Tea Party* au sein du parti républicain, milite activement pour que la charte de l'Exim bank ne soit pas renouvelée. Ses partisans associent les activités de la banque à une prestation sociale pour les grandes entreprises. Les dirigeants républicains auraient fait fi de leurs griefs et seraient passés bien près de renouveler la charte pour cinq autres années en décembre si une poursuite judiciaire du transporteur aérien Delta Airlines n'était pas venue brouiller les cartes. Delta accuse, en effet, la banque de financer à rabais les ventes d'avions Boeing à des concurrents étrangers qui en profitent pour la concurrencer de manière déloyale. Les entreprises américaines n'ont pas accès aux garanties de prêt de la banque pour des achats effectués sur le territoire national. Le dépôt de cette poursuite a fait reculer les élus républicains qui évaluent encore la pertinence de renouveler la charte de la banque.

Les observateurs s'attendent à ce que la charte de l'Exim bank soit reconduite, et le débat à la Chambre des représentants porte actuellement sur le plafond du financement dont elle pourrait disposer. Cependant, pour quelques semaines au moins, ses activités pourraient être paralysées, ce qui nuira certainement aux chances de certaines entreprises d'obtenir des contrats à l'étranger. Toute cette affaire démontre l'étendue du fossé idéologique qui sépare républicains et démocrates à l'approche des élections et l'hégémonie de la question de la dette dans le débat politique aux États-Unis.

Pour une étude détaillée des activités de la *Export-Import Bank*, consulter le rapport du Congressional Research Service intitulé *Reauthorization of the Export-Import Bank: Issues and Policy Options for Congress*, en ligne :
<http://www.fas.org/sgp/crs/misc/R41829.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Sources : Gary Clyde Hufbauer et Woan Foong Wong, « Ex-Im Bank: Time to End Congressional Horseplay », *Peterson Institute for International Economics RealTime Economic Issues Watch*, 11 janvier 2012, en ligne : <http://www.piie.com/realtime/?p=2606> ; Gary Clyde Hufbauer, « Reauthorize the Export-Import Bank: Part II », *Peterson Institute for International Economics RealTime Economic Issues Watch*, 28 février 2012, en ligne : <http://www.piie.com/blogs/?p=2726> ; Doug Palmer et Tiziana Barghini, « Republicans Biggest Obstacle to Eximbank Renewal, Chief Says », *Reuters*, 2 mars 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/03/03/us-usa-eximbank-hochberg-idUSTRE8211X220120303>

Désordre dans le régime des droits compensateurs et antidumping américains

Le gouvernement américain est en train de revoir à la hâte de nombreuses procédures controversées en matière de sanctions commerciales. Un projet de loi, le *H.R. 4105 To apply the countervailing duty provisions of the Tariff Act of 1930 to nonmarket economy countries, and for other purposes*, doit amender le *Tariff Act of 1930* et devrait être adopté à l'unanimité par le Congrès au début du mois de mars. Il doit permettre au département du Commerce (DOC) de continuer à imposer à la fois des droits compensateurs et antidumping contre les pays à économie planifiée (*non-market economies* (NME)) comme la Chine et le Vietnam. Cette réforme survient après que la méthodologie employée par les États-Unis ait été reconnue comme étant abusive par l'Organe d'appel de l'ORD dans un premier dossier opposant la Chine et les États-Unis (Affaire DS379 États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de la Chine), et dans un deuxième opposant cette fois le département du Commerce à deux fabricants des pneus chinois, mais cette fois devant le Tribunal de commerce international des États-Unis (USCIT). Ce dernier jugement a été confirmé en décembre 2011 par la Cour d'appel fédérale, ce qui a précipité la formulation du projet de loi H.R. 4105.

La Chine reproche aux États-Unis d'exagérer les montants des droits compensateurs exigés depuis que ces derniers ont commencé à être appliqués contre les pays à économie planifiée en 2007. À partir de ce moment, le département du Commerce a déterminé que l'économie chinoise, bien qu'elle ne soit pas encore une économie de marché, avait fait l'objet d'une réforme suffisante pour lui permettre d'identifier les subventions accordées par le gouvernement chinois et d'imposer des mesures compensatoires. La méthodologie employée à l'endroit des NME détermine la valeur normale des marchandises en utilisant les coûts ou les prix dans un pays de substitution (*surrogate economy*) au lieu des prix intérieurs.²

En temps normal, les mesures compensatoires doivent servir à ajuster les prix des marchandises importées qui profitent de subventions directes et indirectes et les mesures antidumping à ajuster les prix des marchandises importées qui sont inférieurs aux prix du marché d'origine. Le problème avec l'utilisation d'un pays de substitution comme référence pour calculer les droits compensatoires est que les marges de dumping peuvent déjà être incluses dans un tel calcul, ce qui peut causer une surévaluation des mesures de correction.

Le projet de loi H.R. 4105 doit corriger ces lacunes en intégrant la distorsion causée par cette méthode au calcul des marges de dumping. Il sera rétroactif jusqu'au mois de novembre 2006, ce

² Règlements des différends, Affaire DS379 États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs définitifs visant certains produits en provenance de la Chine, OMC, en ligne : http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds379_f.htm (page consultée le 29 février 2012)



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

qui permettra de couvrir l'ensemble des 25 cas de droits compensateurs imposés par le DOC à des NME. Il devrait ainsi annuler la décision de la Cour d'appel fédérale de décembre dernier et permettre aux États-Unis de se conformer à la décision de l'Organe d'appel de l'ORD dans l'affaire DS379.

Tout cela survient moins d'un mois après que les États-Unis eurent annoncé en être arrivés à une entente avec le Japon et l'Union européenne dans le cadre des différends qui les opposaient sur la méthode de la réduction à zéro (*zeroing*) employée par le DOC pour calculer les marges de dumping. La méthode sera abandonnée, mais le bureau du représentant au Commerce mentionne que les États-Unis continueront de faire pression à l'OMC pour que la pratique soit reconnue. Elle consiste en un calcul différentiel des prix des types de produits importés qui ne tient compte que des différences de prix positives entre le marché américain et le marché d'origine d'un produit, les valeurs négatives étant considérées comme nulles. En bref, lorsqu'un produit est vendu plus cher aux États-Unis que sur son marché d'origine, cette différence n'est pas calculée pour compenser les produits similaires qui, eux, font l'objet de dumping. Seuls les prix inférieurs à leurs marchés d'origine sont considérés. Deux décisions de l'ORD ont déjà condamné cette pratique, dans l'affaire DS294 États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping (Réduction à zéro) et l'affaire DS322 États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction. En vertu de ces décisions, les États-Unis s'exposaient à des centaines de millions de \$ ÉU en droits compensateurs européens et japonais.

Pour consulter le projet de loi H.R. 4105 *To apply the countervailing duty provisions of the Tariff Act of 1930 to nonmarket economy countries, and for other purposes*, voir : <http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-112hr4105ih/pdf/BILLS-112hr4105ih.pdf>

Pour consulter les dossiers sur les différends commerciaux à l'OMC, voir : http://wto.org/french/tratop_f/dispu_f/dispu_status_f.htm

Sources : Vicki Needham, « House Set to Take Up Countervailing Duties Bill Next Week », *The Hill*, 3 mars 2012, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/213925-house-set-to-take-up-countervailing-duties-bill-next-week> ; « GPX Bill Lays Out Details Of NME CVD 'Fix,' Double Counting Provision », *Inside U.S. Trade*, vol. 30, no 9, 2 mars 2012 ; « US Agrees to Quit Zeroing, Avoids EU and Japan Retaliation », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol.16, no 5, 8 février 2012, en ligne : <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/124693/>

Études économiques et articles connexes

Rapports importants : Le mois de février permet à la fois à l'exécutif de présenter son bilan économique pour l'année précédente et ses objectifs en matière de commerce pour l'année à venir. Nous vous invitons à consulter les documents suivants :

Council of Economic Advisors, *2011 Economic Report of the President*, Washington, United States Government Printing Office, février 2012, en ligne : <http://www.gpoaccess.gov/eop/>

Office of the United States Trade Representative, *2012 Trade Policy Agenda and 2011 Annual Report of the President of the United States on the Trade Agreements Program*, février 2012, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2012-0>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Ce mois-ci dans l'actualité :

Doug Palmer, « U.S. Says Japan Ready to Engage on Trade Demands », *Reuters*, 7 février 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/02/08/usa-japan-trade-idUSL2E8D7KXL20120208>

Doug Palmer, « U.S. businesses urge new agenda at World Trade Organization », *Reuters*, 8 février 2012, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2012/02/08/usa-trade-wto-idUSL2E8D8FIB20120208>

Daniel Blumenthal, « Bull in the China Shop », *Foreign Policy*, 10 février 2012, en ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/02/10/bull_in_the_china_shop

William New, « ACTA Doubts Rampant In Europe; Industry Call For "Reasoned Assessment" », *IP Watch*, 13 février 2012, en ligne : <http://www.ip-watch.org/2012/02/13/acta-doubts-rampant-in-europe-industry-call-for-%E2%80%9CReasoned-assessment%E2%80%9D/>

Brookings Institution, « Around the Halls: Accessing President Obama's Proposals for Economic Growth and Budget Deficit Reduction », *Up Front Blog*, 14 février 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/opinions/2012/0214_budget_halls.aspx

Gary Clyde Hufbauer, « Is Obama's Reorganization Plan Headed for Oblivion? », *Peterson Institute for International Economics*, 14 février 2012, en ligne : <http://iie.com/publications/interviews/interview.cfm?ResearchID=2045>

Richard Seireeni, « The China Syndrome: Trading Our Future for Trinkets », *Huffington Post*, 16 février 2012, en ligne : http://www.huffingtonpost.com/richard-seireeni/us-china-trade_b_1253350.html

Canadian Press, « Canada, Japan Study Free-Trade Pact », *CBC News*, 23 février 2012, en ligne : <http://www.cbc.ca/news/world/story/2011/02/23/canada-japan-free-trade.html>

Sabina Dewan, « Getting State-Owned Enterprises Right in the Trans-Pacific Partnership », *Center for American Progress*, 23 février 2012, en ligne : http://www.americanprogress.org/issues/2012/02/tpp_state_enterprise.html

Études économiques et commerciales :

Transatlantic Task Force on Trade and Investment, *A New Era for Transatlantic Trade Leadership*, German Marshall Fund of the United States et European Centre for International Political Economy, février 2012, en ligne : <http://www.gmfus.org/archives/a-new-era-for-transatlantic-trade-leadership>

Dean Baker, *The Necessity of a Lower Dollar and the Route There*, Center for Economic and Policy Research, février 2012, en ligne : <http://www.cepr.net/index.php/publications/reports/the-necessity-of-a-lower-dollar-and-the-route-there>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Dean Baker, *It's So Hard to Get Good Help*, Center for Economic and Policy Research, février 2012, en ligne : <http://www.cepr.net/index.php/publications/reports/its-so-hard-to-get-good-help>

Eswar Prasad et Lei Ye, *The Renminbi's Role in the Global Monetary System*, Brookings Institution, février 2012, en ligne : http://www.brookings.edu/reports/2012/02_renminbi_monetary_system_prasad.aspx

Mark Weisbrot et Juan Antonio Montecino, *More Pain, No Gain for Greece: Is the Euro Worth the Costs of Pro-cyclical Fiscal Policy and Internal Devaluation?*, Center for Economic and Policy Research, février 2012, en ligne : <http://www.cepr.net/index.php/publications/reports/more-pain-no-gain-for-greece>

Thomas Palley, *The Economic and Geo-Political Implications of China-Centric Globalization*, New America Foundation, février 2012, en ligne : http://newamerica.net/publications/policy/the-economic-and-geo-political-implications-of-china-centric-globalization_0

David M. Marchick, *Fostering Greater Chinese Investment in the United States*, Council on Foreign Relations, février 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/china/fostering-greater-chinese-investment-united-states/p27310>

Melissa Bert, *A Strategy to Advance the Arctic Economy*, Council on Foreign Relations, février 2012, en ligne : <http://www.cfr.org/arctic/strategy-advance-arctic-economy/p27258>

Nina Hachigian, *Managing Insecurities Across the Pacific*, Center for American Progress, 9 février 2012, en ligne : http://www.americanprogress.org/issues/2012/02/china_paranoia.html

Wen Jin Yuan, *China's Export Lobbying Groups and the Politics of the Renminbi*, Center for Strategic and International Studies, 14 février 2012, en ligne : <http://csis.org/publication/freeman-report-novemberdecember-2011-vol-12-no-1-2>

John H. Makin, *The pain of zero interest rates*, American Enterprise Institute, 15 février, 2012, en ligne : <http://www.aei.org/outlook/economics/monetary-policy/federal-reserve/the-pain-of-zero-interest-rates/>

FPI Analysis: Assessing U.S. Policy Towards China, Foreign Policy Initiative, 15 février 2012, en ligne : <http://www.foreignpolicyi.org/content/fpi-analysis-assessing-us-policy-towards-china>

Hillary Clinton, *Keynote Address at Global Business Conference*, U.S. Department of State, 21 février 2012, en ligne : <http://www.state.gov/secretary/rm/2012/02/184284.htm>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 5, no 3, mars 2012

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278